

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

ÉDITORIAL

Le retour de l'Etat fouineur?

Pour les néo-conservateurs, le démantèlement de l'Etat social et les revendications sécuritaires ne vont pas seulement de pair mais se conditionnent mutuellement. C'est ce que met en évidence l'évolution préoccupante d'un dossier qui risque de se transformer en nouvelle «affaire des fiches».

Franz Riklin, professeur de droit pénal, est ce qu'on appelle un notable. A ce titre, il vient de lancer une idée: pourquoi ne pas enregistrer les profils ADN de tous les enfants suisses dès leur naissance? Il serait ainsi beaucoup plus facile d'identifier les criminels par de simples tests d'ADN. L'honnête citoyen n'aurait quant à lui rien à craindre. Fait divers?

Loin de là. Le 1^{er} janvier 2005 est entrée en vigueur la Loi sur les profils ADN, texte législatif qui sanctionne une pratique entamée à partir de 2000 «à titre expérimental» par la mise sur pied d'une banque de données génétique nationale. Aujourd'hui, pas moins de 53'400 personnes sont officiellement enregistrées. Tous des criminels, prétend Berne. Avec la nouvelle loi, il suffit d'une infraction mineure, par exemple le vol d'une moto, pour «bénéficier» d'un enregistrement ADN en bonne et due forme. Une perspective préoccupante qui montre également que le scandale des fiches est désormais de l'histoire ancienne pour la majorité de la droite.

Ainsi, le fichage ADN pourrait bien devenir un puissant instrument dans les mains de ceux qui, sous le couvert de la «lutte contre l'insécurité», entendent faire avancer le rôle de l'Etat policier. Aujourd'hui déjà, l'ancêtre de l'analyse ADN, l'empreinte digitale électronique, est monnaie courante pour les requérant-e-s d'asile et, en adhérant à l'espace Schengen, la Suisse devra élargir cette pratique à tous les demandeurs de visa. De là à l'extension du fichage ADN, le pas n'apparaît pas bien grand. *Réd.*

PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLOUD



L'angoisse de la page blanche.

DOSSIER

Quelle presse? Au service de qui?

De la diversité de la presse dépend la qualité de l'information. De celle-ci dépendent l'existence et la qualité du débat politique. Or, en Suisse francophone, la diversité de la presse n'existe qu'en apparence: derrière des titres foisonnants, deux ou trois éditeurs se partagent l'essentiel du marché romand. Et les impératifs publicitaires ou – plus simplement – les raisonnements en termes de rentabilité et de chiffres d'affaires définissent les contenus de la presse bien plus que la culture du débat politique. Dans un contexte plus général de crise de la presse écrite, cet état de fait est d'une nature inquiétante. Autant que l'absence de débats sur la question. Notre dossier.

> Suite du dossier en pages 5 à 10

International
Uruguay: quelles perspectives pour la gauche?

Page 11

National
Manifs anti-WEF: la gauche en délire sécuritaire.

Page 12

Cantons
Cadeaux fiscaux pour les riches à Berne.

Page 13

Les tribulations d'un Français à Genève

Pas un jour depuis des mois sans que le bon Marc Roger, futur ex-président du futur feu Servette FC, glorieux club de football de Genève, ne campe sur les manchettes des quotidiens romands, à tel point qu'il en vient presque à rivaliser avec les tsunamis! C'est dire... Mais force est d'admettre que l'homme à l'accent qui fleurit bon le cassoulet a accumulé, à l'instar des dettes, nombre de frasques mémorables depuis son arrivée à la tête des Grenats (les couleurs du club). L'occasion pour taper, comme il a déjà été fait dans ces colonnes, sur ces *businessmen* frauduleux qui rôdent autour du football.

Résumé des faits majeurs: Marc Roger débarque au bout du lac il y a tout juste une année pour apporter des sous à Servette, non pas parce que les fleurs c'est périssable, mais parce que le club est au bord de la faillite. Un véritable messie, donc. Or, à l'heure de recruter des joueurs, M. Roger pose son dévolu sur une myriade de «champions», notamment le mari d'Adriana Karembeu. Stupeur! «Mais il est jeté ce mec, dédié dédié!», commençait-on à entendre subrepticement sur les rives du Léman le soir au couchant, entre le doux balbutiement des flots et le chant du cygne (justement).

Peu après, il annonce que Pelé lui-même, le plus grand, pourrait venir remplir une fonction au sein du club! C'est clair, quand on a été le meilleur marqueur de tous les temps, triple champion du monde et classé trésor national par le gouvernement brésilien (sic!), la

suite logique de tout ça c'est venir se les geler du côté de chez Calvin et investir temps et argent dans Servette, patrimoine du football mondial s'il en est. Étonnamment, le projet est tombé à l'eau...

Puis, quand les créanciers de Roger ont commencé à se faire plus pressants, M. le Président déclare que Lorenzo Sanz, ex-président du Real Madrid, allait sauver le club genevois. Pour les profanes en matière de ballon rond (il paraît que cela existe et qu'ils vivent reclus dans des cabanes...) le Real est au foot ce que *Pages de gauche* est à la presse romande: le must! Là aussi, on se demande comment la solidarité entre clubs historiques du football mondial n'a pas pu empêcher de faire capoter l'affaire... C'est vraiment un monde de pourris!

Résultat, pour soulager le club de ses créances, le magnat Roger a décidé d'ouvrir le capital du club au public. Y a pas de raison après tout qu'il n'y ait que lui qui passe à la caisse, non?!?

À l'heure de l'épilogue de son épopée genevoise, celui-ci ne pouvait pas se retirer comme ça. Et avant qu'il n'annonce avoir trouvé un repreneur sans le sou ou qu'il était hospitalisé pour *burn out*, un «grand» quotidien romand titrait que M. Roger allait entamer une grève de la faim!

Nos pensées t'accompagnent, Marc. Loin, si possible...

Maurizio Colella

Pages de gauche

Mensuel d'opinions socialistes

Abonnement annuel: Fr. 39.-
Abonnement de soutien: Fr. 100.-

Contact par courrier ou à
info@pagesdegauche.ch
www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:

Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:

Cesla Amarelle (CAm), Arnaud Bouverat (AB), Maurizio Colella (MC), Olivier Longchamp (OL), Yves Loerincik (YL), André Mach (AM), Philippe Mivelaz (PhMi), Philipp Müller (PhMü), Rebecca Ruiz (RR), Mathias Schaer (MS), Yves Steiner (YS), Christian Vuillioud (CV), Julien Wicki (JW).

Comité:

Michel Cambrosio, Lara Cataldi, Dan Gallin, Valérie Garbani, Carole-Anne Kast, Lyonel Kaufmann, Kevin Luximon, Pierre-Yves Maillard, Jean-Philippe Matthey, Jean-Marie Meillard, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Stéphane Rossini.

Collaboration permanente:

Anouk Henry, Grégoire Junod, Alexandre Mariéthoz, Géraldine Savary, Séverine Tys, Claude Vaucher.

Maquette:

Marc Dubois, MDVR, Lausanne.

Mise en page:

Christian Vuillioud, Le Brassus.

Impression:

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix.

SOMMAIRE

- 1 Le retour de l'Etat fouineur?
- 2 Les tribulations d'un Français à Genève
- 3 Les assureurs maladie et la concurrence: Faites ce que je dis mais ne regardez pas ce que je fais!
- 4 Renforcer les droits des travailleuses et travailleurs dans une Europe élargie
- 5 à 10 Dossier: *Quelle presse? Au service de qui?*
- 11 Nouveau départ historique en Uruguay
- 12 Les anti-WEF au pays de la répression
- 12 Un Conseil fédéral aligné à droite
- 13 Caisses vides – cadeaux fiscaux pour les riches
- 13 Course constitutionnelle modérée en pays zurichois
- 14 Internet, moyen et espace de résistance
- 15 Page de droite – Humour
- 16 La dernière – Agenda



Les assureurs maladie et la concurrence: Faites ce que je dis mais ne regardez pas ce que je fais!

Les assureurs maladie répètent partout que les maux de notre système d'assurance s'expliquent par l'insuffisance de concurrence. Or, leur propre pratique prouve le contraire. Une raison de plus pour revendiquer une caisse unique dans l'assurance de base.

Par Fabrice Ghelfi, économiste, membre du Parti socialiste vaudois.

Plus de concurrence, voici le mot d'ordre prononcé par la plupart des assureurs privés face à leurs critiques. Généralement, on entend par concurrence une situation où des agents économiques présents sur un marché se disputent une clientèle dans un cadre légal fixé par une autorité. Les assureurs ont-ils la même définition de la concurrence? Comment se comportent-ils sur ce qu'ils nomment le «marché» de l'assurance maladie? Les exemples présentés ci-après permettent de comprendre leur vision implicite du libre jeu des forces du marché.

Précisons tout d'abord qu'un assureur doit agir pour que ses primes restent les plus basses possible. Objectif: permettre à ses assurés de disposer d'une sorte de «réserve de pouvoir d'achat» en vue d'une éventuelle contraction d'une assurance complémentaire. Or, alors que le secteur de l'assurance de base est sans but lucratif, celui des assurances complémentaires est basé sur un cadre légal qui vise la recherche du profit. Pour atteindre ce dernier objectif, les assureurs appliquent des stratégies bien éloignées des règles de la concurrence. Exemples à l'appui qui reflètent des pratiques courantes d'un bon nombre de caisses.

ELIMINER LES «MAUVAIS RISQUES»

Les assureurs réagissent si leur effectif de mauvais risques augmente trop parce qu'il compte un nombre élevé de personnes sans activité lucrative, de rentiers représentant des risques élevés ou de femmes. Dans cette situation, l'assureur agit sur différents plans. Pre-

mièrement, il peut massivement augmenter les primes de l'assurance de base tout en offrant un rabais de primes de 70 francs par mois pour supprimer le risque accident de la couverture d'assurance. Ce rabais n'étant possible que pour les personnes qui ont une activité professionnelle, la sélection est automatique. Deuxièmement, l'assureur ne répond tout simplement pas aux demandes d'affiliation si elles sont le fait de personnes d'un certain âge ou d'un certain sexe. Un dossier ou une lettre sont si vite égarés... Troisième astuce: l'assureur demande systématiquement des compléments d'information, ce qui déclenche des courriers successifs qui finissent par épuiser le-la demandeur-euse. Ensuite, l'assureur peut annexer à la demande d'affiliation un questionnaire de santé et obliger l'assuré-e à le remplir alors que pour la simple assurance de base cette contrainte est illégale. Enfin, l'assureur peut retarder le paiement des prestations pour une catégorie d'assuré-e-s de telle manière que ces dernier-ère-s finissent par démissionner. Une attitude particulièrement scandaleuse car certain-e-s assuré-e-s peuvent alors redouter d'aller consulter le médecin à qui ils doivent de l'argent; or, s'ils n'ont pas encore payé la facture c'est simplement parce qu'ils ne le peuvent pas.

ATTIRER LES «BONS RISQUES»

Quant aux assuré-e-s en bonne santé et se trouvant en pleine vie active, la démarche est évidemment inverse car il s'agit d'attirer voire de préserver ces «bons risques». Dans ce souci, l'assureur utilise souvent trois tactiques particulières. 1. Il contacte la personne qui a démissionné pour lui demander d'expliquer sa

décision. Au cours de la conversation, l'employé de la caisse glisse à l'assuré-e qu'il risque une hausse de prime chez le nouvel assureur parce qu'il faudra bien que ce dernier adapte ses réserves pour lui. 2. L'assuré-e contacte une caisse qui appartient à un groupe et il reçoit une offre d'une autre caisse du même groupe d'assurances. Le groupe en question répartit ainsi les nouveaux assurés en fonction de leur risque pour conserver globalement la même structure des primes. 3. Les commissions que les assureurs versent aux courtiers privés – dont l'activité consiste à attirer de nouveaux «clients» – pour chaque nouveau contrat peuvent dépendre du profil de risque des nouveaux assuré-e-s: elle sera élevée s'il s'agit d'un homme de 35 ans qui travaille et qui contracte une assurance complémentaire et très basse, voire nulle, pour une retraitée de 75 ans.

UNE CAISSE UNIQUE POUR L'ASSURANCE DE BASE

Ce florilège illustre l'échec de la concurrence entre les assureurs. Si la concurrence s'exprimait véritablement, les écarts de primes devraient se réduire année après année; or, on observe le contraire. Il est donc temps de remettre les assureurs à leur travail en renforçant notamment la prévention, la formation des assurés, l'analyse et le contrôle des prestations fournies. Au fond, il faudrait interdire purement et simplement aux assureurs privés toute activité en relation avec l'encaissement des primes pour l'assurance de base. Ce travail devrait en effet être confié à une caisse unique. Les ressources financières collectées seraient ensuite réparties auprès des assureurs en fonction de critères à définir. Ainsi, le mot «concurrence» serait banni de ce secteur d'activité qui reste, avant tout, une assurance sociale.

CONDOLEEZZA RICE NOMMÉE SECRÉTAIRE D'ÉTAT



Renforcer les droits des travailleuses et travailleurs dans une Europe élargie

Le refus des syndicats suisses de lancer un référendum contre l'extension de la libre-circulation des personnes à l'est dès 2011, n'est pas synonyme d'un chèque en blanc pour le patronat.

La fronde syndicale n'aura donc pas lieu. Lors de sa première assemblée des délégués, le 15 janvier 2005, Unia, le principal syndicat de Suisse, a voté à 97 voix contre 5 et 9 abstentions en faveur de l'extension de la libre-circulation aux nouveaux Etats membres de l'Union européenne. Exclu pour les syndicats de sacrifier le principe de la libre-circulation des travailleurs sur l'autel d'intérêts économiques à court terme. En même temps, la droite xénophobe n'hésite pas à brandir le drapeau de la vente aux enchères de la patrie, tout en refusant de soutenir un renforcement des mesures d'accompagnement lors des débats aux Chambres fédérales.

Reste une partie minoritaire de l'extrême-gauche. Lancé il y a quelques semaines, «son» référendum est en fait celui du Mouvement pour le socialisme (MPS), soutenu par certaines forces syndicales tessinoises et, pour l'instant à titre personnel, quelques autres syndicalistes – notamment romands. Leur critique porte essentiellement sur les mesures d'accompagnement prévues dans le cadre de l'élargissement et jugées insuffisantes par les référendaires.

MESURES D'ACCOMPAGNEMENT AMÉLIORÉES

C'est en effet autour de la portée et de la mise en application concrète des mesures d'accompagnement que beaucoup se joue. Celles introduites dans le cadre des accords bilatéraux I se sont avérées insuffisantes. Depuis le 1^{er} juin 2004 les employeurs engageant des travailleur-euse-s issus de l'Europe des 15 peuvent le faire sans prouver qu'ils respectent les conditions salariales usuelles de la branche. Le contrôle se fait désormais *a posteriori* par des commissions tripartites. Or, comme l'a relevé l'USS en octobre 2004, ce contrôle est très largement insuffisant (*Pages de gauche* no. 30).

Pour palier à cette faille, la gauche et les directions syndicales ont menacé d'un réfé-

rendum avant le débat parlementaire de décembre passé, à défaut d'améliorations substantielles en la matière. Sur trois plans, des avancées ont été obtenues. D'une part, la Confédération participera au financement de 150 nouveaux postes d'inspecteurs du travail, indispensables pour la lutte contre la sous-enchère salariale et la violation du droit du travail. D'autre part, les obstacles à la déclaration de force obligatoire des conventions collectives de travail ont été rabaisés. Enfin, en ce qui concerne les travailleur-euse-s temporaires en provenance de l'UE, «les travailleurs détachés» dans le jargon, leur embauche sera désormais soumise au paiement des contributions professionnelles et des primes pour la retraite anticipée obtenue de haute lutte

par l'ancien SIB il y a bientôt trois ans.

ENGAGEMENT CONDITIONNEL

Sans crier victoire et sans ménager leurs critiques face aux lacunes importantes du droit du travail suisse, les syndicats feront dépendre leur implication dans la campagne de votation de l'attitude concrète adoptée par le patronat et les cantons ces prochains mois: engagement de nouveaux inspecteurs du travail, conclusion de nouvelles CCT, par exemple pour les plâtriers-peintres et les menuisiers, lutte contre la sous-enchère salariale. En avril, l'USS dressera un bilan et décidera de son positionnement en vue de la votation de septembre, positionnement dont l'impact sur le vote sera important.

Philipp Müller

FIXER DES RÈGLES POUR ÉVITER LA LOI DE LA JUNGLE

Au premier janvier 2005 est entrée en vigueur la convention collective de travail du secteur du nettoyage de Suisse romande (à l'exception de Genève), qui est le fruit de plusieurs années de négociation entre les associations patronales et syndicales. La CCT, signée par les syndicats Unia et Syna et la FREN (Fédération romande des entrepreneurs de nettoyage), couvrira plus de 6'000 employés, dont 5'000 à temps partiel, et 125 entreprises. Le caractère obligatoire de la CCT est étendu à l'ensemble des entreprises de la branche, ce qui empêche les risques de sous-enchère salariale par des «employeurs négriers». Elle prévoit notamment la fixation d'une grille de salaire minimum et des améliorations des prestations sociales. Cela constitue un progrès important pour un secteur où les conditions de travail sont particulièrement dures et les salaires souvent très bas.

PRÉVENIR LES RISQUES DE DUMPING SALARIAL

Depuis l'entrée en vigueur de la libre-circulation des personnes avec l'Union européenne, les risques de dumping salarial sont particulièrement élevés dans des secteurs avec des bas niveaux de qualification. En s'imposant aux activités des entreprises «indépendamment de leur siège social», la CCT applique le principe du respect des conditions de travail en vigueur dans le pays où sont réalisés les travaux, comme le prévoit l'Union européenne à propos des travailleur-euse-s détachés (même si ce principe est menacé suite au conflit opposant les syndicats suédois à une entreprise lettonne, voir *PdG* No 30). L'application et le respect de la CCT revêtiront une grande importance: à ce propos, une commission paritaire romande, chapeautant les commissions cantonales, sera chargée de surveiller l'application de la CCT et de régler les litiges entre les signataires. Un fonds d'application de la CCT (à côté du fonds de la formation professionnelle) sera alimenté par les employeurs et les salariés afin de garantir sa bonne mise en œuvre.

Source: L'événement syndical, 19.1.2005.

AM

NON À LA LIBRE CIRCULATION DU «DAKAR»!



DOSSIER : QUELLE PRESSE ? AU SERVICE DE QUI ?

Presse écrite romande : un concentré de droite à l'état de brute

Les médias romands s'assemblent et se ressemblent sous le large chapeau d'un duo d'éditeurs, Ringier et Edipresse.

Pas besoin d'être sorcier pour saisir qu'en situation de monopole, une entreprise dicte le contenu de ses produits à ses consommateurs. C'est kif-kif, ou presque, avec deux firmes, et cela s'appelle un duopôle. Il faut s'arranger, cela prend un peu de temps. À ce jeu-là, la presse écrite romande est un cas d'école, Edipresse et Ringier contrôlant 85% de celle-ci. Avec une concentration telle, parler de concurrence entre médias ou d'indépendance journalistique fait sourire. Surtout, cela masque une réalité embarrassante qui veut que deux entreprises imposent le contenu de ces « questions que tout le monde se pose ».

DÉRIVE DROITIÈRE...

Aujourd'hui, ces questions sont celles d'une idéologie ultra-libérale, arrogante et affranchie de toute pudeur. En quatre ans, et alors même que les médias assènent l'idée d'une presse conformiste de gauche, bien des titres romands ont clairement viré à droite, comme pour suivre l'accélération de la concentration dans ce secteur. Un virage idéologique qui augure d'un déplacement radi-

cal de l'entier de la presse romande.

Jadis, les voix d'un libéralisme dur s'entendaient avec un peu de peine dans une presse gentiment de centre droite. Début 1998, les choses changent pourtant. Deux journaux déficitaires, *Le Journal de Genève* et *Le Nouveau Quotidien* fusionnent. Ainsi naît *Le Temps*. Trois ans plus tard, son rédacteur en chef Eric Hoesli rappelle la ligne du journal: « nous revendiquons fièrement nos racines, la tradition de curiosité, d'ouverture et l'esprit libéral qui fut celui de nos prédécesseurs et de nos aïeux » (21.6.2003). Belle déclaration pour le responsable d'un journal sous le contrôle du duopôle Ringier-Edipresse. Mais la dérive droitière du *Temps* va s'intensifier. Certes, avec l'arrivée de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz au Conseil fédéral, mais surtout avec celle de Pierre Veya et d'Emmanuel Garresus au *Temps*, deux libéraux qui s'assument, anciens rédacteurs de *L'Agefi*, le quotidien de la finance. Depuis avril 2004, leurs attaques contre La Poste ou les caisses de pension publiques pleuvent.

Pour faire une bonne impression, positionnez les leviers sur la droite.

PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLIQUID



...ET CONFORMISME DES IDÉES

La réorientation droitière de la presse écrite ne s'arrête pas là. Courant 1999, Edipresse remet en ordre *Bilan*, son magazine économique, grâce à Alain Jeannet. Un homme de principe mis à l'index en février 2001 par le gentillet Conseil suisse de la presse pour avoir accepté en cadeau une jolie montre du fabricant *Jordi*. Et la ligne de *Bilan*? Taper sur la « bureaucratie étatique », apprendre à payer moins d'impôts et dénoncer le conformisme des idées, de gauche surtout. Fin 2002, Alain Jeannet file à *L'Hebdo*, licencie sept personnes via email et repositionne le titre. À côté des attaques contre le « délire procédurier » des associations et de l'Etat, une proposition parfois: « *L'ouverture de camps de réfugiés dans les régions en crise, en Afrique ou ailleurs. Et l'envoi de soldats suisses*

pour les faire fonctionner. L'idée est intéressante, elle mérite d'être étudiée » (2.9.2004). L'idée venait de Christoph Blocher, quelques jours plus tôt.

A *Bilan*, on se console du départ d'Alain Jeannet en bossant avec. En mai 2004, les deux titres décernent les *Gaspi d'or*, un prix pour les dépenses inutiles dans le secteur public. En début d'année, *Bilan* change de formule et se fixe un objectif: « *aborder ces sujets sous un angle libéral, d'une voix qui manque aujourd'hui dans la presse romande. Et tant pis si cela dérange »* (1.1.2005). Avec *L'Agefi*, *L'Hebdo* et *Le Temps*, on voit mal ce que *Bilan* va déranger dans la presse écrite romande. Certainement pas le duopôle Edipresse-Ringier. C'est déjà moins sûr pour les services publics et le maigre Etat social suisse.

Yves Steiner

Entre crise et concentration: le duopôle Edipresse-Ringier maîtrise une grande partie de la presse romande.

6

Mal payés, précarisés, déqualifiés La concentration de la presse écrite n'est pas demeurée sans conséquences pour les journalistes.

7

Comment on crée « l'opinion publique »: l'analyse du traitement médiatique du G8 montre comment l'obsession sécuritaire devient une nécessité.

8

De l'enquête à la presse people: retour sur l'homogénéisation de la presse, et sur l'art et la manière de ne rien dire.

9

La structure de la presse romande: réseaux, ramifications, partenariats, participations, collusions. Infographie.

10

DOSSIER: QUELLE PRESSE? AU SERVICE DE QUI?

La concentration de la presse: état des lieux et enjeux politiques

La presse romande a connu une concentration considérable au cours des vingt dernières années.

Entre 1990 et 1999, le nombre de titres paraissant au moins une fois par semaine en Suisse a diminué d'un quart, passant de 266 à 201 (source: Office fédéral de la statistique). La concentration rédactionnelle s'est accrue durant la même période et le tirage moyen des titres n'a cessé d'augmenter. En bref, les journaux sont de moins en moins nombreux, ils appartiennent à un nombre toujours plus restreint de patrons de presse et leur tirage moyen est de plus en plus important.

Cette évolution résulte d'une crise structurelle de la presse écrite (marquée par l'érosion continue de son lectorat, la concurrence croissante de l'audiovisuel et d'internet et l'essor des journaux gratuits), qui n'est pas propre à la Suisse uniquement. Selon un article récent du *Monde Diplomatique*, plusieurs titres parmi les plus importants de la presse de référence ont vu leur lectorat s'éroder ces dernières années: le *Financial Times* aurait ainsi enregistré un recul de ses ventes de 6,6% en 2003, et l'*International Herald Tribune* de 4,2%. En Allemagne, la diffusion totale de la presse écrite aurait diminué de plus de 7% en cinq ans.

CRISE ET CONCENTRATION

Cette crise structurelle a accéléré un processus de concentration de la presse, à l'œuvre tendanciellement depuis les années 60. Les titres plus petits ont été absorbés par de grands groupes de presse, capables d'investissements importants et de mener une politique de dumping agressive sur les prix publicitaires. Le processus de concentration permettait à ces entreprises d'éliminer leurs concurrents tout en sauvegardant leurs marges de profit via les économies d'échelle que permettaient des collaborations rédactionnelles renforcées.

D'un autre côté, pour maintenir et développer un lectorat plus rare, les éditeurs se lançaient dans un processus de régionalisation et de «presse de proximité» qui n'est pas resté sans conséquence du point de vue du contenu des journaux (Voir pp. 7 et 8).

Longtemps caractérisé par sa richesse et sa grande diversité, le paysage médiatique suisse a aussi subi cette évolution. Dans les années 1970, la Suisse ne comptait pas moins de 120 quotidiens pour une population de moins de 7 millions d'habitants (dont un peu plus d'une vingtaine en Suisse romande pour environ un million d'habitants).

Les choses ont bien changé depuis cette époque.

UN DUOPÔLE EN SUISSE ROMANDE

En Suisse romande, la période récente a été marquée par la formation du duopôle «Edipresse-Ringier» qui domine très largement la scène médiatique romande. Edipresse contrôle directement à travers sa filiale PPSR les quotidiens romands les plus importants: (*24 Heures*, *Le Matin*, *La Tribune de Genève*, *La Presse Nord-Vaudois* et *La Presse Riviera-Chablais*, ces deux derniers titres devant à terme être supprimés au profit du premier). Elle détient en outre 37,5% des actions du *Nouvelliste*, le quotidien valaisan, et un droit de préemption sur celui-ci. Edipresse et Ringier – entre temps des éditeurs d'envergure internationale – détiennent par ailleurs chacun la moitié du capital d'ER Publishing, une Holding contrôlant 82% du capital de la Société Le Temps SA, qui édite le journal homonyme. Edipresse symbolise donc à merveille la réussite d'une stratégie de concentration, qui n'est pas sans bénéfices pour ses propriétaires: l'action d'Edipresse a doublé de valeur entre 1994 et 2004, au fur et à mesure que le groupe étendait son empire à l'étranger et fusionnait ses titres helvétiques.

Ringier, groupe dominant en Suisse alémanique (avec le *Blick* notamment), produit en Suisse romande les hebdomadaires *L'Hebdo*, et *L'Illustré*. *L'Express* et *L'Impartial* (NE) appartiennent au groupe français Hersant, (entre temps propriété du fabricant d'armes Dassault). Hersant a tenté une incursion sur la chasse gardée des éditeurs romands, avec le rachat d'un bi-hebdomadaire d'importance secondaire (*La Côte*). L'affaire avait à l'époque suscité de vives oppositions de la part de ces derniers qui n'avaient pas hésité

(c'est un comble!) à saisir la commission de la concurrence pour se prémunir contre l'appétit du groupe français... Les rares quotidiens d'envergure cantonale à échapper au contrôle de ces trois groupes (*La Liberté*, *Le Courrier* et *Le Quotidien jurassien*) luttent pour garder la tête hors de l'eau.

LA PRESSE: UNE MARCHANDISE COMME UNE AUTRE?

Cette concentration n'est pas sans conséquence ni sans danger du point de vue politique. La presse, jadis principal support de la formation de l'opinion et du débat de société, s'est transformée en une marchandise comme une autre. Les critères de rentabilité et de parts de marché sont devenus prioritaires sur ceux du contenu des articles et de la qualité de l'information. D'autre part, le contrôle par des empires de presse de la majeure partie de la presse écrite représente une menace sur la diversité de l'opinion au sein de la presse. Ainsi, la concentration de la presse remet en cause la diversité et le pluralisme dans la formation de l'opinion.

L'évolution récente en France a de quoi inquiéter toute personne attachée à l'indépendance de la presse. Face aux difficultés financières de nombreux journaux, de nouveaux propriétaires ont pris le contrôle de publications d'audience nationale, comme *Libération* soutenu financièrement par le banquier Edouard de Rothschild ou *Le Figaro*, passé, via Hersant, sous le contrôle du fabricant d'armes Serge Dassault. Ce dernier déclarait à propos du *Figaro*: «Je souhaiterais, dans la mesure du possible, que le journal mette plus en valeur nos entreprises» (*Le Monde* 9.9.2004).

Olivier Longchamp
et André Mach



PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLOUD

Concentration de couleurs: les encres «ont du pot».

DOSSIER : QUELLE PRESSE ? AU SERVICE DE QUI ?

Les journalistes, ouvriers spécialisés des médias

La concentration de la presse écrite n'est pas demeurée sans conséquences pour les journalistes. Interchangeables, déqualifiés, précarisés, ils sont devenus les OS des médias...

«Tapioca» – c'est le nom du nouveau logiciel de gestion des articles qu'Edipresse, compte prochainement adopter pour ses quotidiens. Testé à *La Tribune de Genève*, ce programme informatique doit permettre au plus important des groupes de presse romands de rationaliser à terme la production de tous ses articles de journaux. Désormais, le journaliste écrit son article, mais en plus il le met en page, l'édite, le corrige – et s'il arrive à faire lui-même la photo qui va avec, tant mieux ! Une telle évolution suscite des réticences dans le monde de la presse : rédiger un article à partir d'une dépêche d'agence et passer sa journée devant un ordinateur à faire de la mise en page, ce n'est pas précisément le journalisme d'enquête riche en rencontres et en aventures dont rêvaient les enfants – avec Tintin, Spirou et Fantasio ou d'autres –, ceux qui ont choisi de faire du journalisme leur métier d'adultes.

RÉGIONALISATION

La presse écrite «sérieuse» serait en perte d'audience face aux autres médias d'information. En 2003, le Suisse moyen passait ainsi environ cinq fois plus de temps devant la télévision que devant un journal. Pour contrer cette concurrence, les états-majors de la presse écrite ont adopté une ligne éditoriale qui consiste à faire des quotidiens régionaux «plus proches des gens», et de développer une presse qui ne fait pas de l'actualité, mais de la proximité – au détriment d'une presse d'analyse, jugée trop coûteuse. «*Nous arrivons après tous les autres médias, inutiles donc de répéter ce que les*

lecteurs ont déjà vu à la télé ou entendu à la radio» confiait récemment Dominique von Burg, rédacteur en chef de *La Tribune de Genève*.

«QUITTER LE JOURNAL, FAIRE DE LA COMM'»

Or, cette évolution modifie en profondeur les tâches et les conditions de travail des journalistes : la régionalisation des titres passe souvent par une suppression des rubriques traditionnelles. Les journalistes doivent donc être capables de couvrir un sujet sportif le lundi, culturel le mardi, politique le mercredi, économique le jeudi. Impossible, dans ces conditions, de développer une connaissance réelle de problématiques complexes, moins encore de construire des réseaux d'informations efficaces, permettant d'obtenir des informations fiables de façon privilégiée. Conséquence ? Un arrière-goût de travail mal fait et la difficulté de produire une information différente de celle qui figure dans les communiqués de presse.

Le regroupement des titres a en outre été à l'origine d'une diminution du nombre d'emploi de journalistes. Les départs à la retraite anticipée ont été nombreux, les rédactions se sont réduites, la concurrence entre journalistes s'est accrue. Le point d'orgue d'une carrière de journaliste n'est plus la présence dans l'ours d'un quotidien prestigieux, mais plutôt l'engagement dans une boîte de «communication» ou au département des relations publiques d'une entreprise importante. Conséquence : une remise en cause de certains des acquis sociaux. Selon la CCT

Quand la presse avait du caractère...



PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLOUD

romande, les salaires des journalistes durant leur première année d'engagement sont justes supérieurs au salaire médian suisse : 5500 francs. A titre de comparaison, Pierre Lamunière, 53 ans, a touché 980'000 francs en 2003, pour ses services en tant qu'administrateur et président de son conseil d'administration du groupe Edipresse.

Ceci n'empêche pas les éditeurs de menacer de dénoncer la convention collective de travail, sachant qu'avec un taux de syndicalisation très bas et un chômage important dans la branche (de l'ordre de 5%, non compris les journalistes libres), la manœuvre sera plutôt facile.

Olivier Longchamp

LE DUR APPRENTISSAGE DU JOURNALISME

Journaliste, c'est une profession. Et donc une formation. Contrairement à la France où la formation de journaliste passe par des écoles spécialisées, le cursus suisse romand reste lui attaché à la vieille tradition de la formation en entreprise, agrémentée de quelques cours théoriques dans une école professionnelle. C'est au Centre romand de formation des journalistes (CRFJ) à Lausanne que la charge de l'enseignement théorique est confiée. Financé au deux tiers par Edipresse et Ringier, le CRFJ forme les apprentis journalistes neuf semaines sur dix-huit mois (un apprenti suisse passe en moyenne le double de son temps sur les bancs de l'école). Les cours professionnels du CRFJ sont donnés pour l'essentiel par des journalistes. Pas de «branches générales», même sur le journalisme (histoire du champ médiatique romand, sociologie du journalisme, économie politique de la presse, etc.). A l'examen final, le ou la candidat-e doit ainsi présenter un dossier avec quelques papiers déjà publiés par son entreprise (son média). Suit un entretien, d'une trentaine de minutes, où il s'agit de défendre son dossier et de répondre à une question. Du style : «décrire le processus de la décision politique en Suisse». Le taux d'échec à l'examen est, dit-on, plutôt faible.

DOSSIER: QUELLE PRESSE? AU SERVICE DE QUI?

Fièvre sécuritaire du G8: autopsie d'une stratégie de communication politique

Difficile d'oublier la psychose «aux planches jaunes» qui a sévi à Lausanne peu avant les manifestations d'opposition à la tenue du Sommet du G8 d'Evian en juin 2003. En quoi ce sentiment de peur était-il fondé? Pourquoi cette obsession sécuritaire et quels enjeux?

Par Omar Odermatt.

La spécificité des événements du G8 pour une localité comme Lausanne réside dans l'exotisme de leur démesure. Il s'agissait a priori d'un moment de crise, ce qui est particulièrement propice à l'observation des connivences entre presse locale et pouvoirs locaux. La question est la suivante: l'état de siège militaro-policiériste lacustre avait-il pour seule fonction de protéger les délégations du G8 des «hordes altermondialistes» et des «attaques terroristes»? Une question abordée, parmi d'autres, dans une recherche menée dans le cadre d'un mémoire à l'Université de Lausanne (Omar Odermatt: *La construction symbolique du «mouvement altermondialiste»*), dont ces lignes se veulent un extrait des résultats.

«PRÉPARER LE TERRAIN»: UN TRAVAIL STRATÉGIQUE

Si l'on s'intéresse aux coulisses de la production de l'information lors des quelques mois qui ont précédé les manifestations de Lau-

sanne, il est frappant de constater à quel point les autorités politiques du Canton de Vaud semblaient absentes du traitement du dossier. En effet, remémorons-nous à quelles institutions il appartenait dès le départ de résoudre «le problème du G8»; ce qui est absolument fondamental pour saisir la forme qu'il a pu prendre à un moment donné. Il s'agissait essentiellement des acteurs de la sécurité intérieure: police, justice, armée.

Ensuite, on peut se questionner sur l'ampleur médiatique de cet événement, et sur la présumée crise du G8. Comment cela se fait-il qu'une année avant les événements, la presse romande parlait déjà du G8? Nous retrouvons les autorités policières qui, une année avant la tenue du sommet, donnaient déjà des informations au compte-goutte, laissant entendre qu'un périmètre de sécurité allait être mis en place; ce dernier n'ayant jamais cessé d'être déplacé, pour finalement trouver son emplacement définitif quelques jours avant les événements. Par manque de préparation comme on nous l'a martelé à plusieurs reprises? Douteuse

explication. Il s'agissait très probablement d'une stratégie d'occupation de l'actualité médiatique sur un temps long, qui visait à cimenter la réalité du problème sécuritaire. Cette monopolisation de l'actualité du G8 a été facilitée par ce que l'on pourrait appeler un détournement de la logique de production d'information des médias locaux. La particularité d'un journal local réside dans le rapport de proximité qu'il entretient avec son lectorat, du fait qu'il s'adresse à un public géographiquement situé. Ce rapport de proximité prend entre autres la forme d'une relation de service dans le sens d'une aide à la consommation (horaires des cinémas etc.). Le dispositif de sécurité était en adéquation avec cette logique, du fait qu'il bousculait le quotidien des lausannois: blocage de telle zone tel jour, donc information.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE!

Le jour J, ce sont encore les autorités de la sécurité intérieure qui plantent le décor de guerre du G8, lorsqu'elles installent l'impression-

nant dispositif de sécurité dans les bas de la ville.

Mais l'imposante réalité de façade du colossal dispositif de sécurité occulte cependant la fragilité des justifications des menaces. Les pantins médiatiques incarnant l'hystérie collective sont très indéterminés et surtout très peu questionnés: qui sont ces Black Blocks; ces «anti-altermondialistes-globalisés»; sans oublier ces fameux casseurs cassant pour casser!? A fortiori, existent-ils en dehors de leur tribune de papier? Comme le souligne I. Garcin-Marou, intégrer le lecteur dans un récit angoissant, c'est viser une certaine forme d'inhibition de la réflexion. Et face à cette peur, les explications toutes prêtes peuvent apparaître comme la clé de compréhension d'une réalité difficile à saisir.

Finalement, l'une des propriétés de ce cadre sécuritaire est d'intégrer, donc d'unifier la représentation des «menaces». Il agit comme un contexte homogène ce qui a eu pour effet de placer les «menaces» sur un seul et même plan de référence. Ainsi, le discours légitimant la nécessité du dispositif de sécurité articule «la menace altermondialiste» à «la menace terroriste», jusqu'à confondre les deux catégories. Pour illustrer le propos, on peut évoquer la tirade de M. Brélaz (syndic de Lausanne) suite aux trois poubelles brûlées du 1^{er} juin, lorsqu'il qualifie les militants de «mini-terroristes en herbe». Se serait-il autorisé à dire cela s'il n'y avait eu auparavant des mois de gargarisme sécuritaire?

Ainsi, les barbelés et les conteneurs étaient les décors indispensables pour rendre réaliste la fiction de la «menace altermondialiste». Mais surtout, cette surenchère de la peur s'est soldée par un sournois petit état de siège des consciences qui, somme toute, a dilué le problème de fond: le choix de société que propose le G8.

LA PRESSE ET LE «CONSENSUS» SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION VAUDOISE

Difficile de comprendre le ralliement tardif des partis bourgeois, initialement opposés à la révision de la Constitution vaudoise, à la cause constitutionnelle sans considérer le traitement médiatique de ce dossier, notamment, à la publication en août 97 de l'avant-projet de Constitution, mené sous la responsabilité du conseiller d'Etat Joseph Zisyadis. Les médias ont fait de ce dossier l'événement de la rentrée politique, mais aussi la solution modernisatrice attendue depuis la crise gouvernementale du printemps 96, plaçant de ce fait les partis de droite dans une situation inconfortable.

Le PRD s'oppose par principe et voit d'un mauvais oeil le succès médiatique de l'entreprise de Zisyadis à moins d'un an des élections cantonales. Mais impossible pour la majorité d'enterrer le projet. En effet, À propos, groupe proche de la droite, publie un second avant-projet et accrédite l'idée d'un consensus sur l'obsolescence des institutions cantonales. Ainsi, dans la presse, la révision n'apparaît plus comme l'apanage de la gauche, mais comme relevant de «l'intérêt supérieur du canton».

Ne pouvant plus s'opposer au principe même de la révision, sous peine de passer pour passiste et ringarde, et d'être soupçonnée de privilégier des intérêts partisans à l'intérêt général, la majorité bourgeoise n'a donc plus qu'à se rallier au dossier.

Nicolas Freymond

(Voir aussi : http://www2.unil.ch/iepi/publications/articles_en_ligne.html)

DOSSIER : QUELLE PRESSE ? AU SERVICE DE QUI ?

L'information nuit gravement à la santé (financière des grands titres)

Sans un lectorat important, pas d'entrées dues aux abonnements – en moyenne 26% du revenu d'un quotidien – mais surtout, ô horreur, un potentiel publicitaire – 66% du revenu – moins attractif. Les grands titres doivent donc ratisser large et ménager les susceptibilités du plus grand nombre. Cet impératif les contraint à un rapport ambigu avec l'information, que ce soit dans la manière de la choisir ou de la traiter.

NI POUR NI CONTRE, BIEN AU CONTRAIRE

Cette politique freine – sans le saborder, ne péchons pas par excès de pessimisme – le travail journalistique lorsqu'il aborde des causes sensibles. Il oblige ainsi les grands titres à louver sur des dossiers internationaux comme le conflit au Proche-Orient ou nationaux comme les relents xénophobes de nos amis blochétiens. Un débat doit-il surgir ? Le communiqué d'économiesuisse s'oppose à celui de l'USS (respectivement celui de l'UDC fait face à celui du PSS, etc.) et le journaliste se borne à présenter les deux positions.

LA VOIX DE SON MAÎTRE

Ensuite, pour éviter toute controverse au sujet de ce qui doit être traité et ce qui ne doit pas l'être, les communiqués provenant des différents organes du pouvoir tombent comme du pain bénit : l'importance des milieux politiques et économiques donne un crédit à la moindre de leurs déclarations. Ces derniers ont vite compris les avantages qu'ils pouvaient tirer de cet état de fait et ont tous mis sur pied un département «relations publiques» de plus en plus efficace. Une étude internationale montre que suite à cette évolution entre 40 et 70% des informations diffusées par les médias proviennent des services de rela-

tions publiques. Si on ajoute à cela les informations provenant des agences de presse, dont la part grandit, le journal est de moins en moins un lieu créant l'information et de plus en plus un moyen d'en véhiculer certains messages.

L'ART ET LA MANIÈRE DE NE RIEN DIRE

Enfin, toute une série de codes au sein de l'écriture journalistique permet de chloroformer l'information brute, qui risque d'apparaître partisane, par un recours abusif aux clichés et autres lieux communs. En français journalistique, «la dernière votation a fâché le Conseil fédéral» devient «l'expression de la volonté populaire a provoqué l'ire des sept sages».

Autre exemple, le titre «Swiss réduit la voilure» qui a orné la une des principaux quotidiens ces derniers jours berce le lecteur dans un monde onirique où les avions voguent toutes ailes dehors au milieu des nuages. Face à tant de poésie, on comprend qu'un titre aussi trivial que «Encore des centaines de licenciements chez Swiss» ait été écarté.

Tous ces facteurs contribuent à dépersonnaliser le journalisme. Le travail «d'enquête» et l'écriture sont tellement formatés que chaque journaliste devient interchangeable de rubrique en rubrique ou, au sein des grands groupes de presse, de quotidiens en quotidiens puisqu'ils ont tous la même ligne rédactionnelle.

Doit-on s'étonner dès lors des résultats d'une étude internationale ? Celle-ci montre que plus quelqu'un se nourrit aux informations des médias commerciaux, moins il est capable de comprendre les affaires publiques et politiques.

Julien Wicki

PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLIQUOD



Au bout du rouleau?

EN BREF

Les petites aventures de Ringier en Roumanie

«A l'Est, des cartes restent à distribuer» déclarait en 2002 Michaël Ringier. Depuis, le groupe zurichois du même nom, éditeur du *Blick*, de *Cash* et de plus de septante journaux dans neuf pays en possède plusieurs «à l'Est», dont une dizaine en Roumanie. Parmi ceux-ci *Evenimentul Zilei* (720'000 lecteurs), le journal roumain de référence en matière de politique. Plutôt critique envers le gouvernement. Le 27 décembre passé, c'est l'ensemble de la rédaction de ce quotidien qui manifestait devant l'ambassade suisse à Bucarest contre les agissements de la maison helvétique, l'accusant de mise en danger de la liberté de la presse. Ringier venait de licencier, pour la seconde fois dans l'année, le rédacteur en chef de ce journal. Motifs ? Selon Ringier, des désaccords sur l'organisation interne du journal. Selon les trente-quatre journalistes qui ont depuis démissionné de leur journal par solidarité avec leur rédacteur en chef (7 janvier), Ringier aurait essayé d'intervenir dans la politique éditoriale du quotidien, et n'aurait pas apprécié que le journal relate ces tentatives... En Suisse, il y a longtemps que les journalistes ont appris à ne pas parler de leurs patrons. La preuve ? Vous avez entendu parler de ces manifestations en Roumanie, vous ?

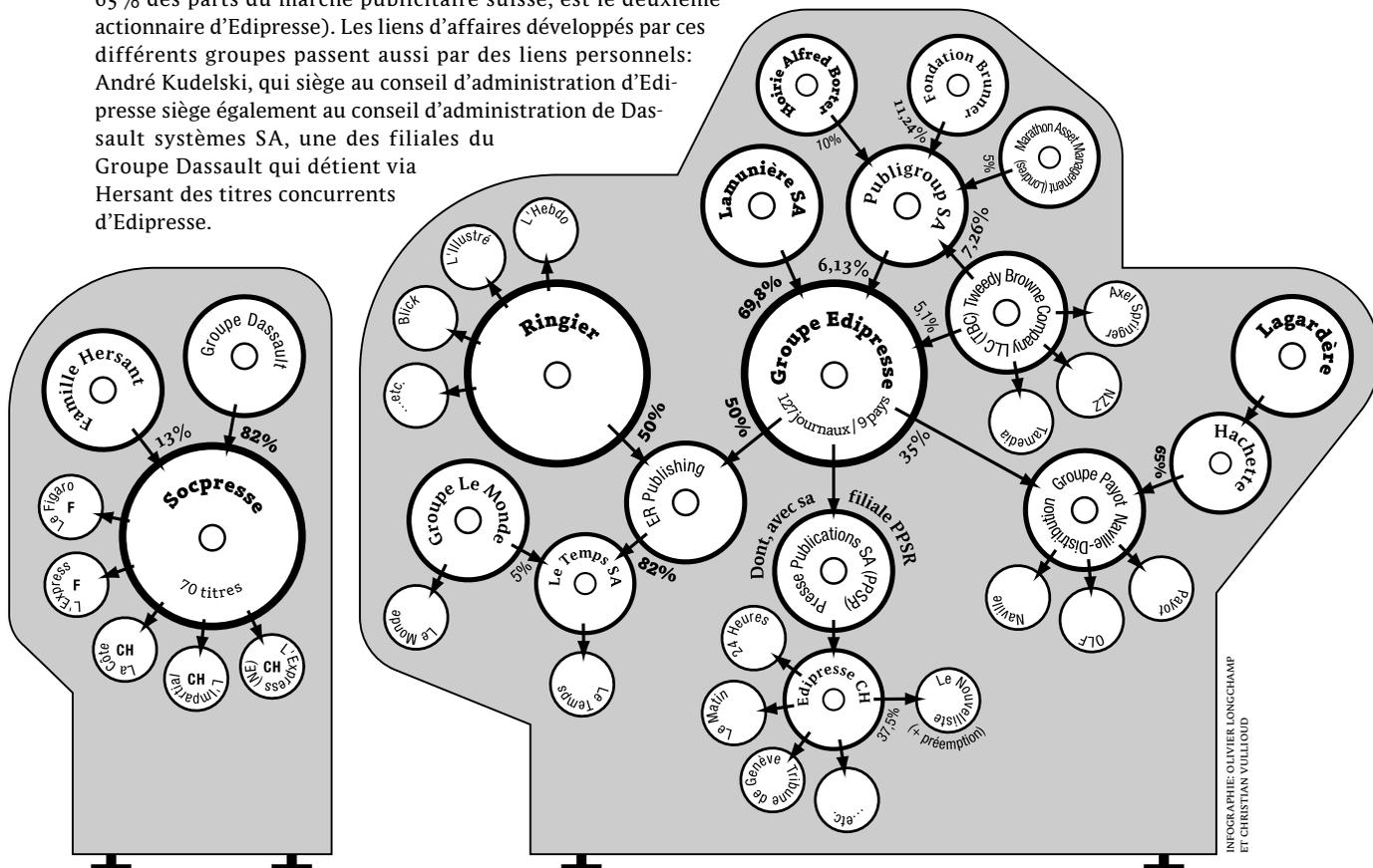
01

Source: WoZ 13.01.05

DOSSIER : QUELLE PRESSE ? AU SERVICE DE QUI ?

Structure de la presse romande

Le marché de la presse romande est hautement cartellisé et contrôlé par trois groupes de presse : Edipresse, Ringier et Socpresse (Hersant). Ces groupes internationaux – Edipresse édite 127 journaux dans 9 pays – sont liés aux entreprises de distribution de la presse et du livre, (Edipresse contrôle 35% de Payot-Naville), ou aux entreprises publicitaires (Publigroup, qui détient 65% des parts du marché publicitaire suisse, est le deuxième actionnaire d'Edipresse). Les liens d'affaires développés par ces différents groupes passent aussi par des liens personnels: André Kudelski, qui siège au conseil d'administration d'Edipresse siège également au conseil d'administration de Dassault systèmes SA, une des filiales du Groupe Dassault qui détient via Hersant des titres concurrents d'Edipresse.



INFOGRAPHIE: OLIVIER LONGCHAMP ET CHRISTIAN VULLIQUOD



PHOTO & LÉGENDE: CHRISTIAN VULLIQUOD

... et du plomb dans la cervelle.

VERS UN OBSERVATOIRE DES MÉDIAS EN SUISSE ?

Né en 2003 dans la lignée du Forum Social Mondial de Porto Alegre, l'Observatoire International des Médias-Media Watch Global (OIM-MWG) se veut être le porte-drapeau de ce que d'aucuns décrivent comme le «5^e pouvoir», allusion à la dénomination de «4^e pouvoir» qui jadis fut attribuée au monde des médias, définition guère plus pertinente, l'information étant aujourd'hui fortement soumise aux diktats de l'économie néo-libérale.

Ainsi naît donc l'OIM, et différentes «antennes nationales» voient le jour. C'est le cas notamment en France, où sous l'impulsion, entre autres, du *Monde Diplomatique*, l'Observatoire Français de Médias (OFM) a été créé en septembre 2003, afin de «garantir et promouvoir le droit à une information libre et pluraliste».

Une action dénonciatrice et militante à la fois, dont les conditions d'émergence ne sont pas sans rappeler la situation en Suisse. Alors, à quand un Observatoire helvétique? Le syndicat *Comedia* a déjà indiqué qu'il en fera un cheval de bataille de son secteur presse cette année (*Impressum*, le principal syndicat du monde des médias, ne s'est pas encore exprimé sur le sujet). Mais il s'agit de faire face à certains écueils. D'abord, l'opposition des groupes médiatiques bien sûr. Mais les journalistes eux-mêmes tendent à s'opposer à ce projet, y voyant là une atteinte à leur liberté d'expression, qui selon eux serait compromise s'ils venaient à se soumettre au regard indiscret d'une sorte de *Big Brother*.

Mais de quelle liberté parle-t-on, au juste?

Maurizio Colella

Nouveau départ historique en Uruguay

Le nouveau président uruguayen, le socialiste Tabaré Vázquez, prendra ses fonctions le 1^{er} mars. Quelles perspectives pour la coalition de centre-gauche?

Après plus de 170 ans de pouvoir des deux partis traditionnels de droite (*Partido nacional* et *Partido Colorado*), la gauche a réussi à s'imposer en Uruguay en récoltant 51% des voix dès le premier tour et en pouvant compter sur la majorité parlementaire dans les deux chambres.

Cette victoire est la conséquence d'une longue période de regroupement politique qui commença en 1971 lorsque le *Frente Amplio* (Front Ample, FA) fut créé. En effet, le FA est une coalition composée de communistes, sociaux-démocrates, chrétiens sociaux et anciens *Tupamaros* (Mouvement de participation populaire) qui collabore depuis 10 ans avec *Encuentro Progresista* (Rencontre progressiste, EP), mouvement de centristes. Aussi, le projet de ce large front est ancien : lors des élections de 1971, il récoltait déjà plus de 18 % des voix dans le pays et plus de 30% à Montevideo – dont la municipalité fut conquise en 1989 par FA qui la dirige encore – mais les espoirs suscités par le mouvement furent muselés durant les années de la dictature (1973-85).

LES MÉFAITS DU NÉOLIBÉRALISME

Hormis la longue histoire du FA/EP, il faut aussi lire dans ce succès, à nouveau, l'illustration de la vague de résistance de divers pays d'Amérique Latine qui s'érigent par le vote contre les effets du néolibéralisme sauvage sévissant depuis plus de dix ans dans ce sous-continent.

Pour ce qui est de l'Uruguay, excepté le fait que des secteurs comme la téléphonie, l'électricité et l'eau soient restés des biens publics grâce à l'opposition populaire exprimée lors de référendums successifs, les chiffres sont criants. Le pays compte 3 millions d'habitants pour 500'000 exilés économiques ou politiques; environ 850'000 Uruguayens sont

pauvres et au moins 76'000 individus vivent dans une précarité extrême. On compte par ailleurs un taux de chômage qui frise les 18%, et, depuis 1999, sévit une sévère crise économique.

QUELLES RÉFORMES... PAR QUEL GOUVERNEMENT?

Pour contrer cet inquiétant état de fait, le gouvernement fraîchement élu a prévu d'activer un «plan d'urgence» dès sa prise de pouvoir en mars prochain. Ce projet, estimé à 100 millions de dollars, devrait permettre la réinsertion dans le système scolaire d'enfants défavorisés et garantir un niveau basique d'alimentation à la population. Dans un autre domaine, on parle aussi d'un resserrement des liens avec les voisins brésiliens et argentins notamment à travers la consolidation du *Mercosur* (marché commun sud-américain comprenant aussi le Paraguay) qui permettrait d'amoinrir la dépendance commerciale vis-à-vis des Etats-Unis. Pour ce qui est de la question de la dette extérieure – celle-ci équivaut au 100% du PIB – la position de l'alliance de gauche semble passablement modérée dans la mesure où l'on n'imagine pour l'instant qu'une union avec les autres pays d'Amérique Latine en vue d'obtenir des conditions plus favorables ou une réduction de cette dette. Le doute plane quant aux capacités de bouleversements profonds de la part du nouveau pouvoir, qui présente une composition très hétéroclite : pour exemples, Astori (centre gauche) sera ministre de l'économie, Mujica (ex-guerillero Tupamaro) sera ministre de l'agriculture et Lepra (social-libéral) sera ministre de l'industrie. La question sera donc de savoir comment la coalition tiendra le coup de l'expérience gouvernementale tout en réalisant de vrais projets sociaux dans un contexte difficile. A suivre.

Rebecca Ruiz

LE DÉVELOPPEMENT, ET APRÈS...

Les pays en développement, écrit P. Niggli, n'ont pas à choisir entre libre marché et économie planifiée. Il y a là un faux débat. La solution du développement se trouve un peu entre les deux, en combinant libre marché et interventionnisme étatique. Des pays comme l'Inde et d'autres en Asie l'ont démontré. Un constat, certes peu révolutionnaire, mais qui fait office de piqûre de rappel pour ne pas se complaire dans l'une de ces deux alternatives, ou, comme cela a été souvent le cas, dans une glorification du libre-échange.

S'inspirant de D. Rodrik, un proche conseiller des pays en développement, P. Niggli avance qu'une intégration économique mondiale totale impose une camisole de force aux Etats, ce qui broie la démocratie. Une gouvernance fédérale mondiale pourrait certes démocratiser ce processus d'intégration économique, mais ce n'est pas encore à l'ordre du jour... Reste donc à redonner de l'autonomie politique aux Etats en «*démondialisant l'économie*». Comme en 1945 lorsque les Etats enchaînèrent la finance pour privilégier l'autonomie nationale, P. Niggli veut un «*nouveau compromis de Bretton Woods*».

Certaines de ces idées rappellent le tiers-mondisme des années septante, l'écologie en plus. Le peu de réflexion stratégique sur les forces politiques sur lesquelles s'appuyer étonne. Mais un point retient l'attention: alors qu'en Suisse la droite dure veut couper partout dans les budgets publics, donc dans les politiques en faveur du développement, P. Niggli allume un contre-feu. Pour sortir la question de l'aide au développement de l'ornière dans laquelle la droite dure souhaite qu'elle tombe, le débat doit porter sur le développement que l'on veut. En commençant par sortir de la mondialisation libérale.

Peter Niggli, *La mondialisation, et après..., Communauté de travail des œuvres d'entraide, Berne, 2004, 128p.*

FC SERVETTE: SALUT L'ARTISTE!



Les anti-WEF au pays de la répression

Encerclé-e-s, fouillé-e-s, photographié-e-s et fiché-e-s, voilà les conditions d'accueil des manifestant-e-s en Ville de Berne le 22 janvier à l'aube du World Economic Forum (WEF). Après des mobilisations pacifiques de quelques centaines de manifestant-e-s à Winterthur et Coire, la Ville de Berne qui aurait dû accueillir une manifestation nationale a sorti l'armada sécuritaire; un engagement policier qui a été tourné en dérision par la mobilisation créative, artistique et parfaitement pacifiste des altermondialistes.

ARSENAL RÉPRESSIF ET DISSUASION

La mobilisation policière a de quoi inquiéter tant le contribuable que le citoyen soucieux de préserver la liberté de manifester. La Ville de Berne ne peut prétendre par son dispositif policier avoir voulu simplement garantir la sécurité publique. La capitale a commencé par poser un catalogue d'exigences irréalisables aux organisateurs-trices (un bon moyen de

les rejeter dans l'illégalité pour mieux les décrier par la suite): assumer la responsabilité des actions qui auraient pu se tenir avant et après la manifestation, déplacer la manifestation dans la périphérie ou encore contraindre les manifestant-e-s à venir dans des trains spéciaux. A ce tarif-là, plus aucune organisation ne pourra se permettre de fouler le bitume de la capitale fédérale. Et même le colloque *L'Autre Davos* s'est vu contraint de quitter le centre pour des motifs fumeux. Plutôt qu'un improbable essoufflement du mouvement altermondialiste, c'est bien un dispositif policier particulièrement dissuasif qui a nui à la fréquentation des actions contre le WEF cette année. Une réalité que les chiffres tendent à prouver. En moins de dix ans, les coûts pour assurer la sécurité du sommet davosien ont été multipliés par 40 (*WoZ* 4/2005). A Bâle, une manifestation locale d'à peine quelques centaines de personnes a rencontré la plus grande mobilisation policière de l'histoire du canton-ville. Autant

d'exemples qui, au vu des bilans positifs qu'en tirent les autorités, risquent de se reproduire.

LA GAUCHE EN DÉRIVE... SÉCURITAIRE

La déception est d'autant plus grande que la gauche au pouvoir ne garantit pas la liberté de manifester. Les membres socialistes et écologistes de l'Exécutif de la Ville de Berne ont lamentablement cautionné les décisions de la directrice bourgeoise de la police Barbara Hayoz. Ces élu-e-s ont même trouvé un soutien de la part du PS local, plus prompt à dénoncer la fermeture des frontières grisonnes aux manifestant-e-s qu'à assurer le droit de manifester sur ses propres terres. Les Verts et le PS, renommé par des manifestant-e-s «*Partei der Sicherheit*», se font ainsi discrets pour d'obscur calculs électoralistes.

DÉFENDRE LES DROITS ET PAS LA DROITE

Le climat sécuritaire, autrefois réservé aux proches

environs de la rencontre davosienne, est en train de contaminer toutes les grandes villes suisses sous l'égide d'autorités fédérales particulièrement promptes à considérer les altermondialistes et l'extrême-gauche comme une «menace». S'ils ne veulent pas perdre leur crédibilité, la gauche et les Verts doivent impérativement garantir la liberté de manifester et condamner cette dérive sécuritaire coûteuse et anti-démocratique. Une seule exigence reste légitime de la part des autorités: exiger des organisateurs-trices que leur appel à manifester mentionne explicitement la non-violence. Car l'ambiguïté dont certains aiment jouer ne fait aujourd'hui que desservir le mouvement altermondialiste. En ce début 2005, presse aidant, le débat sur la sécurité a plus que jamais occulté la critique du néolibéralisme. Le capital est ainsi sauf, malheureusement.

Arnaud Bouverat

Un Conseil fédéral aligné à droite

En matière de fiscalité, la stratégie merzienne se réduit à aggraver les déficits publics et à offrir des cadeaux aux plus riches.

La deuxième réforme de la fiscalité des entreprises adoptée par le Conseil fédéral à fin janvier a pour objectif principal d'alléger la charge fiscale des actionnaires, en réduisant du tiers l'impôt sur les dividendes. Cette réforme s'ajoute au projet de réduction de l'imposition des participations des cadres des entreprises présenté par le Conseil fédéral en novembre passé. Ces réformes fiscales profitent une fois encore aux plus aisés.

Principal problème du premier projet: il touchera sur-

tout les recettes fiscales cantonales, qui devraient diminuer de 460 millions contre seulement 40 millions pour la Confédération. Ainsi se profile à nouveau pour le Conseil fédéral le risque d'un scénario similaire au rejet du «paquet fiscal» du 16 mai 2004, où les cantons avaient joué un rôle décisif dans le rejet populaire.

UN SUCRE POUR LES CANTONS

Afin d'éviter une telle configuration, Merz compte absolument sur le versement de l'or

excédentaire de la Banque nationale suisse (21 milliards de francs) aux cantons plutôt qu'à l'AVS ou la Confédération. Cela permettra de garantir l'appui des cantons à sa réforme de la fiscalité des entreprises.

En procédant ainsi (versement de deux tiers de l'or excédentaire aux cantons et un tiers à la Confédération), le Conseil fédéral renie les engagements pris en 2002 où il jugeait indispensable d'introduire une nouvelle base légale pour la distribution de l'or excédentaire; celle-ci

n'a toujours pas été adoptée depuis la votation de 2002 sur la Fondation de solidarité (cf. article de *PdG* de janvier 2005).

Afin d'enterrer cette réforme injuste de la fiscalité des entreprises et de garantir une plus juste redistribution de l'or de la BNS, l'initiative COSA de la gauche sur les «Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS» apporte une bonne solution alternative sur laquelle le peuple devrait se prononcer en automne 2005.

AM

Caisses vides – cadeaux fiscaux pour les riches

Par Daniel Hügli,
membre du parti socialiste
du canton de Berne.

Le 27 février, l'électorat bernois est appelé à se prononcer sur l'«Initiative populaire pour des impôts supportables» lancée par les milieux patronaux. Son contenu est aussi simple que populiste: à partir de l'année fiscale 2005, les charges fiscales cantonales devront être réduites de 10% linéairement pour tous les contribuables et toutes les entreprises.

COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE...

Du côté des défenseurs de l'initiative, on retrouve aussi bien les associations patronales, une série d'entrepreneurs, le parti radical, le PDC que l'aile blochéenne et économique de l'UDC. Selon eux, l'adoption de l'initiative provoquerait la

relance économique grâce à la baisse des impôts. En outre, l'attractivité fiscale du canton pour des contribuables aisés serait améliorée et l'émigration pour cause de fisc se réduirait. En outre, selon la droite, l'Etat pourrait ainsi être contraint de faire des économies à hauteur de 400 millions par an. Une exigence édulcorée par le renvoi rhétorique à la manne fédérale censée se déverser dans les coffres-forts bernois grâce à la nouvelle péréquation financière ou au versement de la part cantonale suite à la vente de l'or de la BNS.

...OU DÉMANTÈLEMENT DE L'ÉTAT ?

Dans le camp des opposants à l'initiative, on compte non seulement les partis de gauche et les syndicats, mais également les enseignant-e-s, le personnel de l'administration cantonale, les Eglises ainsi que

les associations des personnes handicapées. Pour eux, seuls les riches profitent de l'initiative et le prétendu «effet de croissance» n'est qu'un leurre. En effet, en raison de la diminution escomptée des recettes fiscales, le canton devrait réduire ses dépenses d'au moins 10%, en touchant particulièrement la formation, les transports, les hôpitaux et l'emploi public. Une logique perverse qui n'est pas sans rappeler le cas genevois.

Le gouvernement cantonal, pourtant à majorité bourgeoise, fait également partie du camp des opposants. Son argument: l'état actuel des finances bernoises et la charge de la dette ne le permettrait pas. La baisse des impôts intervient donc trop tôt à ses yeux. Un avis que partage l'UDC, du moins son aile «agrarienne», qui a voté à une large majorité pour le non en raison de sa clientèle électorale dans les campagnes,

lieu fort du parti, et qui souffrirait particulièrement du démantèlement de l'Etat proposé par la droite économique.

REDISTRIBUTION À L'ENVERS

Le principal objectif des initiants et des milieux qui les soutiennent consiste donc en une offensive néolibérale, avec comme résultat une redistribution du bas vers le haut. D'une part, ce sont surtout les riches qui profiteraient de cette baisse des impôts proposé. D'autre part, en coupant dans les recettes de l'Etat, la politique des caisses vides touchera davantage les secteurs sociaux les plus défavorisés. Dans la documentation des opposant-e-s, on peut lire cette phrase: «Je ne me laisse pas avoir avec ces promesses!». Nous saurons dans quelques semaines s'ils ont été entendu-e-s par les votant-e-s.

Course constitutionnelle modérée en pays zurichois

Rien de neuf sous le soleil, du toilettage rédactionnel et quelques belles déclarations d'intention. La campagne relative à l'adoption de la nouvelle Constitution zurichoise est le fidèle reflet de ce constat. Ainsi, lors de l'assemblée des délégué-e-s du PS, qui s'est pourtant exprimée à l'unanimité en faveur de la nouvelle Constitution, le camarade Markus Notter, chef du département de justice et police, a dû enjoindre ses camarades à s'intéresser, s'il-vous-plâît, davantage à l'enjeu.

RIEN DE NEUF SOUS LE SOLEIL

Comme la plupart des nouvelles chartes cantonales

fondamentales, celle de Zurich est peu à même de susciter un véritable engouement à gauche. Le travail des constituants progressistes s'est d'une part concentré sur l'opposition à la droite dure, UDC et Union démocratique fédérale, et l'aile conservatrice des radicaux. En second lieu, ils ont réussi à améliorer l'exercice de la démocratie directe. Désormais, il suffira de réunir 6'000 signatures pour faire aboutir une initiative cantonale, au lieu de 10'000 jusqu'à présent, voire 3'000 contre 5'000 sur le plan référendaire. Et, fait nouveau, la Constitution permettra à 12 communes de déposer une

demande référendaire. Or, malgré ces améliorations, l'exercice des droits démocratiques restera réservé aux détenteurs et détentrices du passeport à la croix blanche, les propositions relatives au droit de vote des étrangers ayant été systématiquement rejetées. Autre bémol: parmi les droits fondamentaux on retrouve celui de «fonder et fréquenter des établissements d'enseignement privé».

APPRÉCIATIONS

Pour Yvette Jaggi, coprésidente de la Constituante vaudoise, qui s'exprime dans les colonnes de *Domaine public*

(no. 1631, 21 janvier 2005), il s'agit, en somme, d'un compromis acceptable alors même que le nouveau texte constitue, au niveau de sa forme et lisibilité, une avancée certaine par rapport à la constitution toujours en vigueur. Ou, pour le dire plus crûment avec les mots de Koni Loepfe, président des socialistes de la ville de Zurich: «Dans le canton de Zurich, de nouvelles tâches étatiques, voire le socialisme, peuvent seulement être envisagés avec un nouveau parlement. Le socialisme ne sera pas introduit par la porte de service de la nouvelle Constitution.»

PhMü

Internet, moyen et espace de résistance

Le 25 mars 1999, des manifestants pour la cause tibétaine déploient des drapeaux sous les fenêtres de Jiang Zemin à Berne; début 1999, des hacktivistes – néologisme contractant «hackers» et «activistes» – répondant aux doux noms de Bronc Buster, Cult of the Dead Cow ou the Hong Kong Blondes piratent le grand *firewall* qui protégeait le peuple chinois, bien malgré lui, de toute idée contre-révolutionnaire. En février 2002, Le Courrier doit affronter une procédure pénale pour avoir refusé de livrer les noms d'activistes ayant défendu dans ses colonnes une action radicale contre les symboles du capitalisme; en octobre 2004, le FBI saisit, pour d'obscures raisons, les serveurs d'*IndyMedia* Angleterre, membre du grand réseau d'informations indépendantes en ligne *Indy Media*, à quelques jours, malheureux hasard, de l'ouverture du Forum Social Européen à Londres.

Les parallèles entre les luttes réelles et virtuelles sont nombreuses mais le développement important d'Internet a permis deux évolutions majeures.

UNE SOURCE D'INFORMATION PERSONNALISÉE

Internet a fourni un moyen efficace, notamment pour

établir des contacts internationaux ou pour rendre visibles des luttes qui seraient restées marginales, mais, surtout, pour démocratiser l'accès à l'information. Sans sombrer dans l'optimisme béat faisant de ce média le champion de la liberté d'expression et d'information, il est indéniable qu'Internet a permis d'ouvrir une source de renseignements qui, à l'opposé des autres médias, s'adapte aux besoins de son utilisateur et constitue un moyen d'expression international pour de simples individus. Le brusque intérêt que portent de nombreuses dictatures aux «cyberdissidents» en est la triste preuve. Il a également permis la résurrection d'une presse d'opinion alternative à un moment où les évolutions de la presse écrite avait peu à peu raison d'elle. *IndyMedia* (*The Independent Media Center*) est, à cet égard, une belle réussite. Créé en 1999 pour assurer une couverture indépendante de la contestation anti-OMC à Seattle, ce réseau compte maintenant plus de 150 sites et dispose d'antennes sur tous les continents.

UN NOUVEAU FAR WEST

Le développement d'Internet a également abouti à la création d'un nouvel espace autonome qui, devant sa croissance, a

vite éveillé la convoitise des grandes multinationales et la fougue répressive des gouvernements. Face à eux, de nombreux groupes, ou de simples individus, défendent une autre vision de l'Internet. Ces formes de résistance sont guidées par une philosophie mélangeant allégrement utopie contre-culturelle des années 1960, idéaux libertaires et technocratie. A l'Etat fouineur qui, sous couvert de lutte contre la «cyber-criminalité», développe des technologies de contrôle du courrier électronique, ils répondent par des logiciels de cryptographie utilisables par tous. A des entreprises transposant sur la Toile le modèle libéral «fournisseur-consommateur», ils répondent par le développement de logiciels gratuits librement diffusables. Aux logiciels sous *copyright* dont le prix n'a d'égal que l'opacité d'utilisation, ils opposent des logiciels sous *copyleft*, gratuits et transparents car libres d'accès. Enfin, quoi qu'on pense du phénomène *peer-to-peer*, qui permet le libre partage d'œuvres

écrites, musicales ou visuelles et qui est soutenu par de nombreux artistes indépendants, on ne peut lui dénier un effet certain sur l'accès à la culture dans les pays occidentaux. Et même s'il reste pour l'instant l'apanage de quelques utilisateurs avertis, le téléphone gratuit par Internet est maintenant devenu réalité, en Suisse comme dans le reste du monde, grâce au travail de quelques passionnés.

La lutte qui se déroule sur Internet ne se limite pas à des agents du FBI débarquant chez quelques boutonneux qui, entre une sortie entre copains et un cours au lycée, créent des virus dont les dégâts se chiffrent en millions de dollars. La lutte que mènent hacktivistes, crackers et autres pirates permet, pour l'instant, à Internet de demeurer un outil de démocratisation. Si la logique marchande l'emporte, il rejoindra la longue liste des médias victimes du néolibéralisme.

Julien Wicki

POUR EN SAVOIR PLUS

Articles sur l'activisme virtuel

<http://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/internet>

Hactivisme

Synthèse des origines, des moyens et des buts du mouvement:

<http://www.thehacktivist.com/>

Hactivistes parmi les plus célèbres et les plus actifs:

<http://www.cultdeadcow.com/>

Sites central et romand d'*IndyMedia*

<http://www.indymedia.org/>

<http://switzerland.indymedia.org/fr/>

Sur le système de surveillance développé par plusieurs gouvernements occidentaux

<http://echelononline.free.fr/>

WORLD ECONOMIC'S GLAMOUROUS SHOW!



Droit dans ses bottes en croco

Il y avait de la musique country avec les chanteurs Lyle Lovett et Hilary Duff (?), trois tonnes de steaks grillés, de la sauce barbecue à profusion et un pick-up truck. L'Amérique quoi, la vraie, celle qui nous fait rêver depuis notre première panoplie de cow-boy. C'était la soirée «*smokings et bottes*» pour la seconde investiture du président George W. Bush les 18 et 19 janvier à Washington. A propos des panoplies de cow-boys justement, on pouvait acheter notamment des bottes en alligator à 3000 dollars où il était écrit en maroquinerie (sic) «*Investiture présidentielle 2005*».

Cette fête à 40 millions de dollars, offerte par de généreux sponsors, a profondément ému George W.: «*C'est bon de se sentir à la maison, aussi près de la maison que l'on peut l'être à Washington*». On peut le comprendre, car le District of Columbia a massivement voté pour Kerry. Bush se trouvait donc en terrain hostile ce qui justifie les 17 millions de dollars dépensés pour la sécurité et payés par le contribuable américain. Il n'est pas nécessaire de préciser que ce dernier n'attend aucun retour d'ascenseur.

Les bottes de cow-boy c'est pas fait pour marcher, mais pour aller à cheval ou en Harley dans un pays immense et sans barrière, «*from California to the New York Island*» pour paraphraser la très belle chanson folk «*This Land is your Land*». Mais notre cow-boy texan a transformé le centre de Washington en place forte hérissée de barbelés, blocs en béton et lances-missiles!

En conclusion, peut-on encore offrir un costume de Lucky Luke à nos enfants? La réponse, je l'ai entendue du guitariste new-yorkais Marc Ribot dans une émission de télévision qui lui était consacrée. Il rappelait que la famille Bush n'a rien de texane et qu'elle s'est fabriquée une image d'Américains du grand Ouest pour faire oublier qu'elle était du Connecticut et qu'elle avait fait fortune en étant jadis le banquier des nazis. Il ajoutait, avant de gratter un morceau de country sur sa guitare en bois: «*Les vrais cow-boys sont des gens beaucoup plus subtils.*»

Ouf!

Philippe Mivelaz

EN BREF

Choses lues (mais pas dans la presse)

Il y a l'info, il y a la manière de la traiter. Pour harmoniser leur ton, les journaux ont une «charte» qui donne les principes à respecter quand on y écrit. Comme journaliste, il faut la signer. Rien de politique, pure politesse envers les lecteurs: il faut des règles éthiques, tout de même. Nous avons pu nous emparer (au prix des pires compromissions) de la charte d'un groupe de presse romand publiant plusieurs quotidiens. En voici quelques passages, en exclusivité.

Cette charte «fait partie intégrante du contrat qui lie l'éditeur d'une part, et chaque rédacteur du journal d'autre part». Ce dernier doit «adhérer aux principes de l'économie de marché». Elle stipule aussi des vérités d'un autre ordre: par exemple, que «des impératifs (!) économiques peuvent rendre indispensables (!) des mesures de rationalisation et de collaboration entre diverses publications». Mais elle rassure aussi le journaliste inquiet: «la diversité est fonction du contenu des journaux et non pas du nombre et de la diversité des propriétaires». L'éditeur peut donc sans contradiction s'engager «résolument en faveur de la diversité de la presse».

OL

NDLR

225 ans NZZ ou une ode à la vacuité

La *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ) s'est mise en costume de fête pour célébrer son 225^{ème} anniversaire et vient de publier à cette occasion un cahier spécial pour être à la hauteur de ces «moments de joie – et de la mémoire» comme le dit son président du conseil d'administration. Parmi les quelque 100 pages, celles de la rubrique «voix contemporaines» destinées à «exprimer à moult égards l'ampleur de la NZZ, son internationalité, l'éventail des thématiques abordées, sa confrontation ouverte avec des orientations politiques divergentes d'un point de vue libéral». Par exemple celui de la place financière. Peter A. Wuffli, CEO de la *United Bank of Switzerland*: «Lors du 200^{ème} anniversaire de la NZZ, j'ai été stagiaire auprès de la rédaction économique.» Pour observer les mouvements de capitaux d'un point de vue libéral probablement. Or, rassurez-vous, les propos du banquier sont pleins de signification face à la vacuité de ceux tenus dans le même cahier par deux visionnaires radicaux et une socialiste pragmatique.

Il y a Jean-Rodolphe Merz, le conseiller fédéral. Dans son introduction, il surprend par des constats profonds: «L'Etat fédéral suisse existe depuis plus de 150 ans, la NZZ existe même depuis plus longtemps, à savoir 225 ans. Elle a accompagné tous les développements des budgets fédéraux – au début sous leur forme de quelques feuilles collées à l'intérieur de la Feuille fédérale.» Intensité détendue en conclusion: «La NZZ continuera à suivre l'évolution de la politique financière.» Et bien oui, puisqu'elle pourrait être la grand-mère des finances fédérales.

Il y a Marianne Kleiner, présidente ad interim des radicaux suisses. Soulignons sa riche conclusion: «Dans 25 ans, la NZZ fêtera ses 250 ans [ndlr: !]. Travaillons pour nous maintenir à la hauteur de la vitesse globale et pour que non seulement la NZZ mais tout le pays conserve sa place parmi l'élite mondiale et pour que le parti radical-démocratique suisse redevienne la force politique la plus forte dans nos contrées.» Et pour que dans ce pays se multiplient les visionnaires de la carrure de Jean-Rodolphe et Marianne. Nous en avons besoin.

Enfin, il y a Micheline Calmy-Rey, la pragmatique pragmatique. Elle termine son exposé sur le message de paix inhérent à la politique de neutralité par ces phrases saisissantes: «Je félicite la NZZ très chaleureusement à l'heure de son jubilé. Nous ne savons pas ce que nous apporteront les 25 prochaines années. Une chose reste pourtant certaine: lors de son 250^{ème} anniversaire, la «*Neue Zürcher Zeitung*» constituera encore un pilier indispensable du paysage médiatique helvétique.» Ouf! Nous qui avions tellement d'interrogations face à l'avenir. Par exemple, celui d'une presse osant la confrontation ouverte avec des orientations politiques divergentes d'un point de vue socialiste.

PhMü

Niklaus Meienberg

«Information = propagande, mais naturellement, quoi d'autre! Chacun fait de la propagande pour soi, pour ce qui lui tient à cœur, pour ce qui l'inquiète et touche son porte-monnaie. (...). Or, malheureusement ce sont les porte-monnaie des riches et possédants qui détiennent presque l'intégralité de l'appareil de propagande entre leurs mains.»



Niklaus Meienberg (1940-1993), journaliste d'enquête et historien, un des critiques les plus importants et incisifs de la bourgeoisie helvétique de l'après-guerre.

AGENDA

18 février

Manifeste électorale 2005 – PS neuchâtelois.
18h00, Paroicentre, Le Locle.

19 février

Stands/manifestations avec les candidat-e-s du PS neuchâtelois au Conseil d'Etat et au Grand Conseil.
Dans les 6 districts neuchâtelois.

19 février

Coordination nationale d'ATTAC Suisse
13h00-17h00, Casa d'Italia, Bühlstrasse 57, Berne.

21 février

Conférence – Témoignage d'une femme uruguayenne qui a recherché son fils durant 25 ans, suite à la dictature civico-militaire dans son pays.
21h30, Maison des Associations, Genève.

23 février

Assemblée Générale du Forum Social Lémanique.
Projection du film «Huis clos à Evian».
19h30, Genève.

24 février

Conférence – «Pas de réconciliation sans justice! Afrique du Sud, Nations-Unies, Suisse: après l'apartheid, quel travail de mémoire pour la réconciliation?» – Avec Yasmin Sooka, Sud-africaine ayant séjéré plusieurs années à la Commission et Réconciliation.
20h00, Maison des Associations, Genève.

26 février

Assemblée annuelle de la Jeunesse Socialiste Suisse.
10h30, Altes Tramdepot, Berne.

3 mars

Café politique – «Situation de non droit au Nord Congo (Kivou)».
20h30, Brasserie Bavaria, Lausanne.

JAB
1002 Lausanne

Pages de gauche
Mensuel d'opinions socialistes

Paroles «pressées»...

«Le désir de violer l'intimité d'autrui est une forme immémoriale de l'agressivité qui, aujourd'hui, est institutionnalisée (la bureaucratie avec ses fiches, la presse avec ses reporters), moralement justifiée (le droit à l'information devenu le premier des droits de l'homme) et poétisée (par le beau mot: transparence).»

Milan Kundera «L'art du roman».

«La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas!»

Slogan du Canard Enchaîné.

«La presse est une école de l'abrutissement parce qu'elle dispense de penser.»

Flaubert.

«Journal: toujours déclamer contre eux, mais croire ce qu'ils disent.»

Flaubert, «Dictionnaire des idées reçues de Bouvard et Pécuchet».

«Ce qui constitue une profession, c'est qu'on s'y prépare, et que, cette préparation terminée, on l'embrasse, suivant l'expression usitée, avec l'intention et la presque certitude, sauf événement inattendu, de l'exercer

toute sa vie... On est ingénieur même quand on est sans place; on est médecin, avocat, même si l'on n'a pas de clients. Mais on n'est journaliste que quand on écrit dans un journal; on le devient et on cesse de l'être du jour au lendemain. (...) Le journalisme n'est pas une profession au sens habituel du mot.»

Dictionnaire des professions, 1880, considérant que le journalisme n'entre pas dans la définition d'une profession. In M. Mathien «les Journalistes».

«(...) un journaliste qui entreprend de décrire les mécanismes intimes par lesquels s'opèrent la saisie, le choix et la formulation de l'information ne peut manquer de signaler l'étrange apesanteur dans laquelle il évolue – ni élu, ni mandaté, ni militant, ni investi de fonctions publiques, ni missionnaire d'une foi, ni même diplômé ou sélectionné pour accomplir une tâche qui souvent met en jeu les intérêts ou la sauvegarde de la collectivité – armé seulement de la confiance (provisoire) de la direction de son journal, de ses aptitudes, de son expérience et de sa conscience professionnelle.»

J. Lacouture «Enquête sur l'auteur».